

Pseudonym:
 Witness Code: MELVLIN

MELVLIN-02

Melvorn
 Linda

"Reflexion sur la situation actuelle" plus analytical essay
 authored by Col. Anatole Nsengiyumva

DOCUMENT INFORMATION			
Doc Type:	Letter	For Witness Statement:	
Doc Sources:	Melvorn	Signature Date:	
Doc Location:	ICTR	Interviewer 1:	
Doc Original No:		Interviewer 2:	
Doc Date:	22-May-90	DOCUMENT CODING:	
Format:	Typewritten	Document code:	MELVLIN-02
Original language:	French	ICTR Number:	
Translation:	English	ERN Number:	L001-0325-51
ERN Translation:	L001 6876-16	Disclosure Code:	MELVLIN-02
		Disclosable:	Yes
Past Disclosure---Past Disclosure---Past Disclosure---Past Disclosure			
IN	Code Used	Date	Support
Bagosora	MELVLIN-02	09-May-02	No
Kabiligi	MELVLIN-02	09-May-02	No
Nsengiyumva	MELVLIN-02	09-May-02	No
Ntabakuze	MELVLIN-02	09-May-02	No

ICTR-98-41-T
 Exh. DNS6A
 Tended on 22/11/2002.
 E.

REPUBLIQUE RWANDAISE



MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE
ARMEE RWANDAISE
ETAT-MAJOR

G2

KIGALI, le 22 Mai 1990

N° 042 /G2.2.0

10010325

Au Chef EM AR

VIP

O B J E T : Réflexion sur la
situation actuelle.

1. J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe un document reprenant mes réflexions sur la situation actuelle dans le cadre des changements qui s'opèrent, consécutivement à ce que l'on a pris l'habitude d'appeler le "Vent de l'EST" ou la "Démocratisation".
2. J'ai abordé divers domaines et j'ai quelquefois dit quelque chose, en essayant de dégager les facteurs qui peuvent précipiter ces changements dans notre pays.
Je N'ai peut-être RIEN apporté de nouveau. Mais j'ai pensé que ma réflexion pourrait contenir l'un ou l'autre élément pouvant intéresser ce domaine.
3. Il se pourrait même que j'ai un moment ou un autre de ma réflexion, outrepassé ce qui m'est permis (Gutandukira) ou que j'ai pu choquer certaines susceptibilités. Qu'il m'en soit excusé, mon seul souci étant d'apporter ma contribution.
4. Je N'ai peut-être PAS apporté de solution à différents problèmes. Il est d'ailleurs difficile pour une seule personne de trouver des solutions sur des problèmes combien épineux. Mais j'ai quelquefois, quand cela a été possible, donné mes points de vue.
5. Puisse cette réflexion servir à élargir les débats, dans le cadre de trouver des issues, à certains problèmes de l'heure.

NEENGIYUMVA Anatole
Lt Col BEMS
G2 EM AR

[Signature]

Conf. strict

Confidentiel

10010326

Situation géo-stratégico-politique dans le monde,
en Afrique, chez les voisins du RWANDA et au RWANDA-même.

- Essai d'analyse -

I. GENERALITES

1. Le monde a les yeux braqués sur les changements et les effets produits par ce qu'on appelle actuellement le vent de l'Est. Les occidentaux aiment l'appeler la "Démocratisation" terme qui est communément repris par presque tous les médias du monde entier.
Ce vent de l'Est a pris son origine dans les pays du pacte de Varsovie, en commençant par la Pologne, la Hongrie, l'Allemagne de l'Est, etc...
La Roumanie a voulu résister, mais le régime de CEBUCESCU fut dramatiquement balayé de la manière que nous savons.
2. La grande U R S S a connu le vent de la Perestroïka qui a bouleversé toutes les données jusqu'ici reconnues comme presque immuables dans le système socialo-communiste. Les changements intervenus en U R S S ont beaucoup influencé les événements survenus dans les pays satellites de l'U R S S.
Ces changements continuent et il est difficile de prévoir où ils vont s'arrêter.
3. Le vent de l'Est, ou la vague de démocratisation a déferlé et déferle encore sur le continent africain, SANS oublier le reste des pays du Tiers Monde. La Chine, la Mongolie, le Népal, l'Amérique Latine, etc..., connaissent des changements plus au moins profonds et qui vont s'amplifiant. Pour ce qui est de l'Afrique, les systèmes de gouvernements à parti unique sont remis en cause. Ça bouge un peu partout. Même le Sénégal qui, depuis longtemps connaît un certain multipartisme, vit les secousses du vent de l'Est.
Des manifestations d'étudiants, des fonctionnaires, des syndicalistes, voire des militaires (en Côte d'Ivoire) ont remis en cause les pouvoirs en place et réclamé les changements.
Au Sénégal, au Niger, au Nigeria, au Mali, au Bénin, au Gabon, en Centrafrique, au Zaïre, au Kenya, en Tanzanie, en Zambie, au Zimbabwe, un peu partout, ça bouge. Le Bénin, le Gabon, le Zaïre, la Côte d'Ivoire, reconnaissent le multipartisme et le processus de changement est en cours.
Dans d'autres pays, les gouvernements envisagent des changements en douceur, suivant les aspirations de leurs populations. C'est le cas de la Tanzanie. D'autres encore campent sur le système à parti unique. C'est le cas du KENYA et du ZIMBABWE par exemple.
4. Que se passe-t-il chez nos voisins ?
 - a. Au ZAIRE, des changements profonds sont entrainés d'être opérés. Le Président MOBUTU, après des consultations populaires, a opté pour le multipartisme, un premier Commissaire d'Etat a été nommé et un nouveau gouvernement a été nommé.
Les caciques du régime MOBUTU pendant les 25 ans de son régime, connaissent pour la plupart, la traversée du désert.
Le M P R a cessé d'être le Parti-Etat, et le Président MOBUTU a renoncé à sa fonction de Président du M P R. D'autres mesures très profondes ont été prises dans le cadre des changements.

Confidentiel

Confidential 12A -

Pourtant, la situation est loin de s'améliorer. Le Président MOBUTU a demandé que trois Partis, seulement, puissent être reconnus au ZAIRE. Maintenant, plusieurs partis se sont présentés. Certains réclament même le départ de MOBUTU. Les étudiants de l'Université et des Instituts supérieurs NE cessent de manifester, entraînant des collisions avec les forces de l'ordre. A KINSHASA, à KISANGANI, à BUKAVU, à LUBUMBASHI, de telles manifestations ont eu lieu, et l'intervention des forces de l'ordre ont fait plusieurs blessés, voire des morts contrairement aux affirmations officielles. L'on sent donc que la situation est loin de se normaliser et que les changements amorcés au ZAIRE risquent de NE PAS se faire si doucement que ça. Déjà, la présence et l'influence des étrangers au ZAIRE, surtout les mulâtres et les Rwandais sont remises en question par certaines couches de la population Zaïroise. Ceci augure mal pour notre pays.

- b. Le cas du BURUNDI est à prendre à part. En effet, ce pays connaît des changements, mais dans un autre cadre, surtout amorcée avant que le vent de l'Est NE souffle très fort sur l'Afrique. Il y a d'abord eu le coup d'Etat du Major Pierre BUYOYA qui a renversé le régime de BAGAZA. Jusque là, le changement de régime et l'instauration de la troisième République au BURUNDI pouvait être considéré comme une révolution de palais.

Le Président BUYOYA a annoncé des changements profonds à tous les niveaux. Concernant la question de savoir si le problème ethnique allait être abordée dans le cadre de ces changements profonds, le Maj BUYOYA a répondu que " il N'y a PAS de problème ethnique au BURUNDI et il N'y en aura JAMAIS sous mon régime". Il devait vite déchanter. Il fut en effet surpris par les événements de NTEGA - MARANGARA. Il dut alors reconnaître que le problème Hutu-Tutsi existe au BURUNDI. Epaulé dans ces démarches par ses homologues rwandais et zaïrois, le Président BUYOYA dut amorcer des changements en profondeur pour faire face et mettre fin aux événements de NTEGA-MARANGARA et pour circonscrire leurs effets. Le mot d'ordre d'Unité Nationale fut lancé. Un gouvernement d'Unité Nationale fut mis en place comprenant presque autant de Hutu que de Tutsi. Le Premier Ministre fut choisi parmi les Hutu. C'est dans ce cadre d'asseoir l'Unité Nationale que le Gouvernement Burundais est entraîné d'œuvrer. C'est là que se trouve la priorité.

Concernant le problème de multipartisme, le Président BUYOYA a affirmé que ce système NE viendrait PAS pour appuyer ses efforts d'asseoir l'Unité Nationale. Autrement dit, PAS question de multipartisme au BURUNDI pour le moment. Malgré ces efforts du Président BUYOYA pour asseoir l'Unité Nationale, il rencontre une certaine opposition farouche, surtout parmi les Tutsi qui voient leurs privilèges partagés par l'élite Hutu qui monte. Des tracts NE cessent de circuler dénonçant la trahison de BUYOYA à la cause Tutsi. Notre gouvernement est même mis en cause par ces détracteurs qui préconisent la fin du régime BUYOYA et du régime en place à KIGALI, ce dernier étant taxé d'apartheid. Néanmoins l'idée d'Unité Nationale fait son bon bout de chemin au BURUNDI. Encore faut-il que les changements actuels, le vent de l'Est, NE viennent remettre le processus en question.

Confidential

CONFIDENTIAL 3 -

Car le multipartisme au BURUNDI NE ferait QUE recréer les oppositions entre les Hutu du Palipehutu et les Tutsi et Hutu de l'UPRONA. Déjà, le PALIPEHUTU NE juge PAS suffisante l'action du Président BUYOYA qu'il prend pour un hypocrite. Rejeté par les extrémistes Tutsi, méconnu par les extrémistes Hutu, le Président BUYOYA est pris entre deux faux.

Donc, malgré le vent de renouveau qui souffle sur le BURUNDI, ce pays est encore loin de connaître la stabilité politique.

- c. Concernant la Tanzanie, le Gouvernement campe encore sur le système de parti unique. Mais le Président MWINYI a déjà déclaré que l'idée de multipartisme allait être examinée pour voir si plusieurs partis conviendraient au peuple Tanzanien. Certains Députés Tanzaniens ont déjà réclamé le multipartisme. L'ex-Chef de l'Etat Tanzanien, Mwalimu Julius NYERERE, a déjà déclaré que l'ère du monopartisme est révolu. Pourtant c'est lui le Président du Chama cha Mapinduzi, et il était jusqu'ici opposé avec acharnement au multipartisme. Les étudiants de l'Université de Dar-Es-Salaam ont déjà manifesté pour réclamer des changements du système politique Tanzanien. L'on sent donc venir les secousses du vent de l'Est qui commence à souffler timidement sur la Tanzanie. Il faut attendre pour voir comment ça va évoluer.
- d. En UGANDA, la situation intérieure est encore loin de se normaliser. Malgré des succès incontestables mais sporadiques de la NRA, la rébellion est encore faite dans le pays, surtout au NORD, à l'EST et à l'OUEST dans les massifs de RUWENZORI. Des oppositions ont commencé à se manifester au sein de l'équipe au pouvoir. Plusieurs Officiers ont déjà été arrêtés, accusés soit d'avoir tenté de renverser le régime du Président MUSEVENI, soit d'avoir trahi le pays en complotant avec les rebelles, ou encore d'avoir été impliqués dans la corruption. Le régime du Président MUSEVENI repose essentiellement sur les gens du SUD du pays, dont les Banyankole, les Banyarwanda, les Baganda et les autres. Les étrangers (rwandais) occupent encore des places de choix dans l'administration en UGANDA. Cette situation N'est PAS là pour plaire à tous les Ugandais. Déjà la N R A est interprétée comme étant la "NYANKOLE-RWANDESE-ARMY". Ça signifie ce que ça signifie. Les facteurs de destabilisation NE manquent donc PAS en UGANDA, malgré que le système multipartite est resté toujours en place.
- f. Pour le KENYA, la situation est plutôt explosive. Déjà, l'opposition est très active avec le MWAKENYA et les autres. Les Eglises sont en désaccord avec le gouvernement. Vient s'y ajouter le récent assassinat du Ministre Robert Ouko, qui a reçu un cachet politique et qui exacerbe encore les tensions entre le gouvernement, l'Eglise et l'opposition. Le Gouvernement Kenyan quant à lui rejette catégoriquement le multipartisme, tandis que l'opposition le réclame à cor et à cri. Puis les récentes déclarations de l'Ambassadeur des U S A à NAIROBI sont significatives. Le Gouvernement Kenyan a manifesté son indignation, mais le message est clair et il est passé.

CONFIDENTIAL

Confidentiel

10010329

Pour moi, le KENYA vit une situation politique explosive. Le "Vent de l'Est" NE tardera PAS de souffler, malgré la position du gouvernement sur le multipartisme.

5. Et notre pays dans tout ça. Les changements intervenus à l'EST ont considérés comme terribles. Le RWANDA vit une période difficile, avec la crise économique qui frappe tous les secteurs, avec la disette qui frappe la quasi-totalité du pays.
- À cela s'ajoute plusieurs autres facteurs défavorables comme les émigrés irréguliers qui sont chassés de TANZANIE, les réfugiés Rwandais qui menacent de rentrer au pays par les armes, l'opposition sournoise intérieure qui s'exprime par une certaine presse pour sensibiliser négativement la population, etc... Concernant la "Démocratisation", les grandes masses rwandaises soutiennent encore fermement le M R N D et son Président -Fondateur. Mais chez les "évacués", les événements qui secouent le monde commencent à engendrer des idées. Le MRND est remis en cause, l'animation est critiquée, les TCD sont jugés d'improductifs et de perte de temps, les autorités sont critiquées à travers une certaine presse, le Chef de l'Etat N'est PAS épargné, NI sa famille, NI ses proches collaborateurs, les services de sécurité sont entraînés dans la boue, etc...
- Néanmoins, nos relations avec les voisins sont intactes malgré les aléas du moment (réfugiés en UGANDA, expulsion en TANZANIE, extrémistes Tutsi au BURUNDI, remise en cause de la présence des Rwandais au ZAIRE). Mais globalement, je pourrais dire que plusieurs conditions sont réunies pour rendre le climat politique rwandais explosif. J'y reviendrai plus loin.

II. Les causes du "Vent de l'Est".

1. Certains analystes disent que le "Vent de l'Est" trouve sa naissance en POLOGNE avec la naissance du syndicat SOLIDARNOSE de Lech WALESA. D'autres affirment que le "Vent de l'Est" est né à Moscou avec Mikhaïl GORBATCHEV. D'autres encore avancent la théorie selon laquelle le Pape Jean Paul II a joué un grand rôle dans la naissance du "Vent de l'Est". Tous ces analystes ont peut-être raison, car il y a un peu de tout cela. Lech WALESA, Mikhaïl GORBATCHEV, Jean Paul II, tous ont joué un rôle sûrement déterminant, chacun à son niveau, dans les changements qui sont entrain de bouleverser l'échiquier politique mondial.
2. Moi, je trouve personnellement la naissance du "Vent de l'Est", ailleurs. Le "Vent de l'EST" est né plutôt à l'OUEST.

En effet, il faut noter que la guerre froide entre le capitalisme et le socialisme n'était JAMAIS terminée. Chaque système a continué à mener le combat sous diverses formes, chacun sapant l'action de l'autre, profitant de toute brèche pour y engouffrer ses forces que sont intoxication, la publicité, l'espionnage, etc... Et le "Vent de l'EST", pour moi, N'est RIEN d'autre que la victoire du système capitaliste sur le système socialo-communiste.

Les droits de l'Homme et les libertés démocratiques N'ont-ils PAS été, de tout temps, le cheval de bataille des Occidentaux ? N'est ce PAS ces mêmes thèmes qui constituent les revendications principales des peuples de l'EST lors de tout le processus des changements ? L'EST ayant quasiment rejoint le Camp de l'OUEST, c'est ce dernier qui est entrain de gagner la guerre froide.

Confidentiel

I. Pourquoi est-ce que le "Vent de l'EST" déferle-t-il vers le SUD, et principalement sur l'Afrique ?

1. Comme souligné plus haut, les changements intervenus à l'EST ont bouleversé plusieurs données jusqu'ici considérées comme immuables. Cela a entraîné beaucoup de conséquences. Ainsi l'EST et l'OUEST sont entrain de composer. Mais l'EST se cherche encore et se trouve dans une période de mutation. Il est donc occupé par ses propres problèmes. Ce qui fait que l'OUEST a une certaine liberté d'action et peut entreprendre beaucoup de choses, dont notamment exiger des changements en Afrique, pour y installer des systèmes qu'il contrôle (l'OUEST) ou qui lui sont favorables.
2. En fait l'Afrique n'a été, pour les Blancs, qu'une réserve de matières premières bon marché, qu'il fallait absolument contrôler. Ils n'ont JAMAIS supporté la vague des indépendances africaines qui a permis aux peuples africains de prendre en main leurs destinées, et d'avoir un mot à dire sur la gestion de leurs richesses.
3. En plus de cela, l'existence du bloc de l'EST, n'était PAS là pour arranger les choses, car c'était une alternative pour les Africains, quand le Bloc Occidental venait à se brouiller avec l'un ou l'autre pays. Maintenant tout cela n'existe PLUS. IL N'y a PLUS d'alternative pour les Africains, car, et l'EST, et l'OUEST, tout le monde va composer et parler le même langage. Les Blancs donc, ou les Occidentaux, puisque c'est d'eux qu'il s'agit, trouvent une occasion rêvée, du pain sur la planche. Ils doivent tout faire pour contrôler définitivement l'Afrique et ses matières premières. C'est pourquoi ils imposent maintenant un système qu'ils peuvent bien contrôler, le multipartisme, avec leur mot magique, la "Démocratisation". Voilà comment je trouve l'explication sur le déferlement du fameux "Vent de l'EST" sur l'Afrique.

IV. Jusqu'où va s'arrêter le Vent ?

1. La vague de "Démocratisation" doit, à mon avis, être perçue sous un angle historique. Il y a eu une vague des conquêtes suivie par la colonisation, il y eut la lutte pour les indépendances suivie par l'accession à l'Indépendance, surtout des pays Africains, dans les années 1960, maintenant c'est la vague de "Démocratisation". La vague ira donc aussi loin que sont allées les vagues précédentes. Il n'y a PAS de raison à ce que le processus s'arrête en chemin, alors que toutes les conditions sont là pour que tout soit accompli.
2. Le système à parti unique avait été en partie hérité du système en vigueur dans les pays de l'EST. Maintenant ce système est désuet dans ces pays qui adoptent déjà le multipartisme. Pour les pays africains aussi, surtout avec la volonté inébranlable des Occidentaux tel que je l'ai souligné ci-dessus, tous les pays africains (et pour quoi PAS du monde entier) vont se mettre sur ce chemin, de gré ou de force.
3. Il y aura certainement des récalcitrants, ça a toujours été le cas, mais qui seront par la suite balayés par le vent de l'histoire, pour se retrouver dans le même camp que les autres. Il n'est QUE question de temps et du processus adopté par chaque pays pour amorcer ces changements inévitables.

~~Confidentiel~~

V. Quelles sont les conséquences prévisibles ? Les agitations ont commencé

1. Les conséquences sont à mon avis nombreuses, prévisibles et imprévisibles.
 - a. J'ai souligné ci-dessus que le bloc de l'EST était une alternative pour les pays africains, et d'autres d'ailleurs, quand l'Occident voulait imposer sa loi au détriment d'un pays donné. Il en était de même quand un pays engagé à l'EST jugeait que ses intérêts N'étaient PLUS ce qu'ils devaient être. Le pays en question se réfugiait à l'OUEST.
Et cet état de choses tempérait l'Etat des relations entre les pays du SUD d'avec les pays du NORD. Maintenant tout cela est fini. Les pays du NORD (EST-OUEST) vont désormais parler le même langage. Le SUD NE doit QUE se soumettre. Il va s'instaurer désormais un système que je pourrais appeler de "néocolonialisme économique et idéologique". Car nous devons désormais agir suivant les volontés du NORD. Plus à l'OUEST, plus d'EST. C'est la même maison désormais.
 - b. Les conflits dans le monde vont connaître de nouveaux développements. Par exemple, les U S A soutenaient l'U N I T A en ANGOLA pour contrecarrer l'influence communiste de l'Union Soviétique dans ce pays. Le ZAIRE était soutenu par les U S A pour éviter que les socialo-communistes NE mettent la main sur les matières premières combien immenses de ce pays. L'URSS aidait l'A N C et tous les mouvements de libération pour étendre l'influence socialo-communiste. Le RENAMO du MOZAMBIQUE était soutenu par l'occident dans le même cadre que l'Unita en ANGOLA. Tout cela va connaître des bouleversements terribles, car les craintes jusqu'ici formulées par l'un ou l'autre bloc NE sont PLUS de mise.
2. Je peux donc dire, SANS risque de me tromper, que les conséquences des changements profonds actuellement en vague, vont bouleverser beaucoup de choses, au profit du NORD, et souvent au détriment des pays du SUD, et spécialement africains.
3. Un seul exemple pour ce qui est des pays africains, c'est ce multipartisme imposé. En effet, les pays africains, dans leur grande majorité, NE s'étaient PAS préparés à adopter ce système. Par ailleurs, nous avons frais dans la mémoire les dégâts causés par le multipartisme en Afrique. Il y a de ça PAS plus de trente ans. Les causes ayant été à la base de ces dégâts NE sont PAS complètement disparues. Il y a donc risque de résurgence des mêmes démons de division sur bases régionales, ethniques, cloniques, etc... Mais ça fait le jeu de l'homme blanc, qui a toujours privilégié le principe de "divide et impera". Au détriment, bien sur des pays africains. Ces derniers peuvent-ils s'y refuser ? Je pense que la marge de manoeuvre est très mince, et même inexistante. Ils NE peuvent QUE marcher avec le courant, et attendre des jours meilleurs. Je dis ceci, car, comme je l'ai souligné plus haut, ces changements en Afrique NE sont PAS le fait d'un hasard. Le Premier Ministre Français, Mr Michel ROCARD, N'a-t-il PAS déclaré que la FRANCE soutenait les peuples africains qui se révoltaient contre les pouvoirs en place, car selon lui, ils aspiraient à plus de démocratie et de liberté ?

~~Confidentiel~~

Confidentiel

19910332

Faut-il alors chercher loin pourquoi ces agitations ont commencé d'abord dans les pays d'obédience française ? C'est tout un programme mûrement préparé et qui de toute façon doit s'accomplir.

VI. Qu'en est-il du RWANDA

1. En traitant le cas du RWANDA, je voudrais dire quelque chose sur ce que je pense quant aux changements véhiculés par le "Vent de l'EST" et leurs conséquences pour le RWANDA. Je dirai si, à mon avis, ces changements sont inévitables pour notre pays, si il y a lieu de faire de simples réaménagements, ou si tout simplement, notre pays N'est PAS concerné.
2. Je commence d'abord par ce dernier point. Notre pays NE peut PAS être concerné, étant donné qu'il s'agit d'un courant d'une ampleur que j'ai souligné plus haut, et que notre pays NE peut PAS vivre un système à part, lorsque les pays voisins, les pays africains, et même les pays du monde entier, sont traversés par un même courant. Notre pays sera donc, inévitablement, touché par le vent qui souffle déjà à nos portes.
3. Les changements sont donc inévitables pour notre pays aussi. Comment alors envisager ces changements ? Partout ailleurs où le "vent de l'EST" est entrain de souffler, et principalement en Afrique, tout commence par des manifestations, des élèves et étudiants qui réclament l'augmentation de leurs bourses, de bonnes conditions de vie, puis les fonctionnaires qui demandent que leurs salaires soient augmentés; puis ça dégénère en des manifestations de rue, réclamant des changements en profondeur du système politique en vigueur dans la pays, l'introduction du multipartisme, le changement des hommes politiques pour installer des hommes nouveaux moins "compromis", la moralisation de la vie politique, etc. En fait les revendications de départ aboutissent à des exigences formulées par les forces vives de la nation, de façon que les autorités en place NE peuvent PAS rester indifférentes, surtout que des influences extérieures se font de plus en plus pressantes pour amener à des changements en profondeur.
4. Pour que les choses aillent jusque là, il faut qu'il y ait des facteurs servant de catalyseurs et qui sont exploités par les masses, et surtout par ceux-là même qui agissent à l'ombre et qui incitent à la révolte pour provoquer des changements. Pour notre pays aussi, ces facteurs existent, et ils s'appellent :
 - Le régionalisme
 - Les problèmes ethniques
 - Les réfugiés rwandais
 - Les relations avec les voisins
 - La situation avec les pays voisins
 - Les problèmes vivants de la stabilité
 - La presse
 - Les problèmes ethniques
 - Le fonctionnement des institutions
 - Les problèmes politiques divers

Confidentiel

public et qu'en fait les Tutsi ont un Hntu de faire des affaires

Confidential -

Ce sont ces facteurs que j'ai voulu analyser, et la liste N'est PAS exhaustive, pour essayer de voir, ou de montrer comment je vois la situation de notre pays, à la lumière de ces facteurs, qui réclament des changements, dans le cadre du "vent de l'EST", ou de la " Démocratisation", suivant le terme préféré par les différents usagers. De cette analyse naîtra ma conclusion que je formulerai et relative justement aux changements prévisibles.

a. Le régionalisme

Ce mal N'a JAMAIS disparu de ce pays. Actuellement, il bat son plein. Tantôt c'est "NORD-SUD", tantôt c'est "GISENYI-RUHENGARI", tantôt "BUGOYI-BUSHIRU", etc... Le problème "NORD-SUD" est actuellement exploité par certains esprits qui veulent toujours semer des désordres. Les revendications des "Sudistes" NE sont toujours PAS claires, mais ils se jugent victimes d'une certaine discrimination au profit du NORD. Toute circonstance est exploitée pour montrer que le régime pratique une certaine injustice vis-à-vis des gens du SUD.

Pour les "Nordistes", le régime courtise plutôt les gens du SUD insatiables et NON reconnaissants, tandis que ceux du NORD sont victimes de cette situation. Ils jugent qu'ils devraient avoir plus qu'ils N'obtiennent actuellement. Il y a par ailleurs la variante qui place la Préfecture de CYANGUGU parmi les Préfectures les mieux favorisées de part la position qu'occupe le Ministre NTEZIRYAYO Siméon. NI les uns, NI les autres, du moins dans la grande majorité, personne N'est content de son sort. Et cette situation est largement exploitée par une certaine presse... du SUD.

Le problème GISENYI-RUHENGARI est également d'actualité. Les gens originaires de RUHENGARI (PAS tous bien entendu) croient qu'ils N'ont PAS assez joui des avantages offerts par le régime de la II^e République, que ces avantages sont largement prodigués à ceux originaires de GISENYI. Ces derniers croient par contre que RUHENGARI est choyé, et qu'être originaire de GISENYI est un facteur défavorable, car il est difficile d'obtenir certains avantages, pour NE PAS faire croire que tout va justement à l'avantage de GISENYI. Et le problème persiste. Faux problème à mon avis, ce problème GISENYI-RUHENGARI est sciemment entretenu par ceux-là qui veulent diviser, dans le but de nuire, sinon il NE devrait PAS y avoir de problème GISENYI-RUHENGARI. C'est comme le problème BUGOYI-BUSHIRU, qui, heureusement N'a PAS beaucoup de fans. Mais les démons de la division veulent que ce problème puisse subsister, pour créer toujours des champs de tension. C'est comme ceux-là qui veulent à tout prix créer un "problème KINGOGO". Je sais personnellement que ce problème N'existe PAS. Et il faudrait tout faire pour qu'il N'y en ait PAS du tout. Le régionalisme dans notre pays est donc toujours vivace, et il constitue un facteur très favorable à l'instabilité.

b. Les problèmes ethniques

Les Hutu pensent que la II^e République a favorisé les Tutsi. Et ils le disent tout haut. Ce sont les Tutsi qui ont les revues de l'économie du pays, ce sont les Tutsi qui vont dans les meilleures écoles du pays et ils y vont en masse, les écoles privées fondées par des Tutsi sont les plus prospères et elles admettent des enfants Tutsi par priorité. Voici quelques uns des griefs formulés par les Hutu à l'endroit du régime. Mais là ils oublient qu'on N'a JAMAIS refusé à un Hutu de faire des affaires

et de prospérer, qu'on NE lui a JAMAIS refusé de fonder une école privée et de la soutenir pour qu'elle prospère et que plutôt le Hutu qui a toujours intervenu en faveur des enfants Tutsi pour qu'ils obtiennent des places dans les écoles secondaires et supérieures.

Tout cela est ignoré, et les Hutu accusent le régime de trop soutenir les Tutsi. Ces derniers de leur part, se jugent discriminés et PAS suffisamment représentés dans les instances dirigeantes du pays. Certains, SINON beaucoup, trouvent que le problème de leurs congénères réfugiés NE trouve PAS la solution qu'il fallait et râlent à longueur du temps. Il y en a même qui NE cessent d'asticoter les Hutu d'une manière ou d'une autre, oubliant assez vite les années 1972-73, et la salut leur apporté si heureusement par la deuxième République. Cette attitude hautaine et provocatrice énerve les Hutu qui NE cessent d'affirmer qu'une autre purge serait salutaire. A tort bien entendu. Les problèmes ethniques sont des problèmes réels qui risquent d'être exploités à des fins nuisibles par ceux-là même qui veulent la chute du régime, ou des changements intempestifs.

c. Le problème des réfugiés.

J'ai en plusieurs reprises planché sur le problème des réfugiés rwandais et la menace qu'ils représentent. J'ai suffisamment montré les conditions dans lesquelles ils peuvent rentrer au pays par la force, leurs chances de succès et les facteurs qui leur sont favorables ou défavorables. J'ai chaque fois conclu que le temps de leur retour forcé N'était PAS pour bientôt, mais j'ai toutefois dit qu'ils peuvent entretemps causer des dégâts. Je NE reviens PAS sur tout le raisonnement que j'ai tenu et qui semble me donner raison, du moins jusqu'à présent. Mais les réfugiés continuent à réclamer leur retour. Et à menacer d'attaquer le pays pour forcer leur retour par les armes. Les négociations qui sont menées entre le RWANDA et l'UGANDA sur ce problème des réfugiés sont en bonne voie. Elles N'aboutissent PAS encore. Certains y placent leur espoir, mais d'autres trouvent qu'il s'agit de manoeuvres pour faire passer le temps. D'autres pensent que le Président MUSEVENI NE fait QUE distraire le RWANDA, le temps d'assainir la situation dans son pays, pour enfin lâcher sur le RWANDA "ses réfugiés" et les appuyer jusqu'à ce qu'ils reprennent le pouvoir. Un peu le genre des négociations qu'il a menées avec le gouvernement de Tito OKELLO à NAIROBI, avant de s'emparer de KAMPALA et de l'UGANDA. Je N'ai PAS de raisons de souscrire à ce raisonnement. Mais les tourbillons en cours qui bouleversent toutes les données des problèmes, NE peuvent-ils PAS influencer négativement sur le problème des réfugiés, jusqu'à le faire évaluer dans le sens NON souhaité par notre gouvernement ?

... / ...
Je pense déjà au ZAIRE une
commence à mettre en cause
dont les Rwandais. J'en ai

~~Confidential~~

10010335

Je NE pourrais PAS être catégorique sur ce point, mais je voudrais tout simplement souligner que ce problème des réfugiés est un problème très délicat et complexe, qui peut entrer en compte parmi les facteurs de destabilisation, à exploiter par ceux qui y trouvent leurs intérêts.

d. Relations avec les voisins et les Rwandais vivant à l'étranger.

- (1) Nos relations avec les pays voisins sont très bonnes voire excellentes.
Mais nous savons que ces pays hébergent des réfugiés rwandais qui sont hostiles au régime en place au RWANDA, les plus virulents étant ceux vivant en UGANDA. Mais tous les réfugiés étant en contact permanent, il importe de les surveiller tous, car leur attitude envers notre pays et l'évolution de leurs revendications peuvent avoir certaines influences sur nos relations des pays d'accueil avec le nôtre. J'ai évoqué le problème des réfugiés ci-dessus et dans beaucoup d'autres rapports antérieurs, c'est pourquoi je N'insiste pas.
- (2) Le "Vent de l'EST" ou la vague de "Démocratisation" commence à marquer visiblement certains de nos voisins immédiats. Le cas du ZAIRE est plus parlant.
Nos relations avec ces pays vont-elles rester ce qu'elles sont, maintenant que des hommes nouveaux sont entraînés à émerger sur la scène politique ? Les événements du ZAIRE NE vont-ils PAS influencer l'évolution politique de notre pays ? Autant de questions qu'il importe de se poser, comme celui de savoir si les conditions actuelles sont favorables ou NON au développement de nos ensembles économiques sous-régionaux.
Mon avis est que le vent qui souffle et qui arrive déjà dans la sous-région va inévitablement influencer sur tout, de la vie politique à l'économie. Une analyse de la situation au ZAIRE et le ZAIRE ? Une analyse de la situation au ZAIRE et le ZAIRE ? Une analyse de la situation au ZAIRE et le ZAIRE ?
C'est pourquoi il faut déjà s'y pencher pour voir ce qu'il faut envisager dans chaque cas de figure. (C) pour essayer de voir si nos relations avec ces pays vont-elles rester ce qu'elles sont, maintenant que des hommes nouveaux sont entraînés à émerger sur la scène politique ? Les événements du ZAIRE NE vont-ils PAS influencer l'évolution politique de notre pays ? Autant de questions qu'il importe de se poser, comme celui de savoir si les conditions actuelles sont favorables ou NON au développement de nos ensembles économiques sous-régionaux.
Certains commencent déjà à se poser la question de savoir si notre pays NE doit PAS changer beaucoup de choses, puisque le "Grand-frère" sur lequel nous nous appuyons, entendez par là le ZAIRE, a déjà entamé ses changements et des autres pays.
- (3) J'ai sciemment dissocié le problème des réfugiés de celui des Rwandais vivant à l'étranger. En effet, il y a d'une part les réfugiés, mais il y a d'autre part la masse de Rwandais qui sont partis s'établir dans les pays voisins à la recherche de terres à cultiver, ou d'emplois. Beaucoup sont au ZAIRE, en UGANDA et en TANZANIE. La Tanzanie pour ce qui la concerne, a déjà réagi par l'expulsion de certains d'entre eux jugés irréguliers. Nous sommes maintenant confrontés au problème de leur réinsertion. Ce phénomène NE risque-t-il PAS de se reproduire dans les autres pays ? Je pense déjà, au ZAIRE, une certaine opinion publique Zaïroise commence à mettre en cause la présence de nombreux étrangers, dont les Rwandais. J'en ai touché un mot plus haut.
Le but de plus en plus clair qui est celle de nous en faire un atout et de satisfaire à d'autres besoins.

~~Confidential~~

10010336

- 11 -
Ce facteur NE risque-t-il PAS de laisser des ombres sur nos relations avec les voisins ? En cas d'expulsions pure et simple, sommes-nous en mesure de faire face à ces arrivées massives éventuelles ? Et pourtant, avec les conditions instables actuelles, il faut penser à tout.

Le problème surtout pour ces Rwandais, c'est qu'ils refusent toute forme d'intégration allant jusqu'à adopter des attitudes ^{hautes} vis-à-vis des autochtones dans les pays d'accueil.

Notre action devrait tendre à raffermir nos liens avec tous les voisins, pour qu'au moins ces masses rwandaises émigrées, puissent rester là où elles sont. Encore faut-il que les circonstances actuelles nous en donnent la possibilité.

e. Situation chez les voisins

- (1) J'ai en fait parlé du chapitre dans les généralités. Je le reprends ici que pour souligner le caractère particulier du ZAIRE où la vague de "Démocratisation" a déjà déferlé. Parmi les mesures déjà prises, figure notamment la dépolitisation des forces armées. Des directives ad hoc sont déjà sorties, les Mil NE sont PLUS autorisés à arborer les insignes du parti, les postes d'Officiers éducateurs politiques sont déjà supprimés, etc... NE faut-il PAS nous attendre à ce que des mesures prises dans ce pays alimentent les réflexions à ceux de notre pays qui réclament les changements ?
- (2) Malgré les mesures importantes annoncées par le Maréchal MOBUTU, la situation intérieure du pays reste explosive. Les étudiants sont en ébullition, l'U D P S cause du désordre, malgré que seuls trois partis seront autorisés, 20 partis se sont déjà faits inscrire, etc... L'on pressent aisément ce qui risque de marquer l'avenir proche de la politique Zaïroise. Est ce que cette situation N'aura PAS d'influence sur notre pays, et sur les relations entre ce dernier et le ZAIRE ? Une analyse mérite d'être menée par les services concernés et plus outillés (Minaffet, Affaires extérieures à la Présirep, SOR) pour essayer de définir dans quelle mesure nos relations seront influencées, et préconiser quelles mesures nous devons prendre pour que l'incidence soit la moins négative possible.
- (3) La même analyse devrait être menée à l'endroit des autres pays voisins d'ailleurs. Mais il est difficile d'obtenir tous les éléments nécessaires à l'analyse, les temps actuels étant aux changements continus et intempestifs. Toutefois, il y a lieu d'envisager tous les scénarios possibles et prévoir l'attitude à adopter, pour que nous NE soyons PAS surpris par les événements.

f. La presse

- (1) J'ai parlé beaucoup des activités de la presse nationale ces derniers jours, surtout la presse privée qui s'est distinguée par son action de sape à l'endroit des institutions et des autorités à tous les niveaux. L'on sent très bien que la presse N'est PLUS là pour informer la population, mais plutôt pour l'intoxiquer dans un but de plus en plus clair qui est celle de nuire et de satisfaire à d'autres desseins.

John M. K. K.

~~Confidentiel~~

LO010337

Dans ML N° 041/G2.0 du 21 Mai 1990, je vous ai fait remarquer que ceux qui signent les articles les plus caustiques sont originaires de GITARAMA. Est ce là une simple coïncidence ?

- (2) La population rwandaise dans sa grande majorité prend à la lettre tout ce qu'elle lit. Est ce vraiment honnête de lui faire avaler des contre-vérités, qui incitent même à la révolte, si on est réellement animé de bonnes intentions ? J'affirme ici que si cette presse N'est PAS ramenée à l'ordre à temps, elle va provoquer des désordres SANS précédent. En effet quand on NE s'attaque qu'aux services de sécurité pour les taxer de tous les maux du monde, quand on traîne l'autorité légalement établie, dans la boue, sur base de faussetés, alors cette presse là NE sert PLUS l'intérêt de la nation, mais bien ceux des particuliers aux visées obscures, ou même ceux des puissances étrangères mal définies qui N'ont d'autres buts QUE ceux de semer le chaos.
 - (3) Heureusement, vous avez pris les choses en main, fait examiner la loi qui doit régir la presse, et rappeler CIC ministériel qui est chargé entre autres des problèmes de sécurité à faire son travail. Espérons que les membres de ce CIC réaliseront suffisamment l'urgence de leur travail pour agir vite afin de conjurer le mal.
 - (4) Avant de clore ce chapitre, je voudrais demander que Mr KAJEGUHAKWA et ses amis de KANGUKA fassent objet d'attention particulière, car ils y vont vraiment SANS hésiter, comme s'ils étaient sûrs de leur impunité, ou s'ils étaient assurés d'une protection assez solide pour NE PAS être inquiétés. Le but qu'ils poursuivent devrait être mis à jour, et Mr KAJEGUHAKWA devrait être amené à avouer ses objectifs, ses complices, car il doit y en avoir, et surtout être amené à cesser ses campagnes de dénigrement et de diffamation à l'endroit de certaines autorités. Il est en effet absurde et paradoxal d'affirmer qu'on est ami intime du Chef de l'Etat, et traîner dans la boue ses aides directes, SANS éléments probants visibles; à moins qu'il N'en dispose lui, ce qu'il devrait aussi démontrer.
 - (5) Enfin, certaines personnes NE devraient PAS se prévaloir de la liberté de presse, pour brimer ou faire obstacle aux libertés des autres. La presse NE devrait surtout PAS égarer la population par une intoxication bien menée, sous le prétexte de l'informer.
- g. La corruption

- (1) On a beaucoup parlé de corruptions dans ce pays. Les agents de l'ordre qui demandent de l'argent pour fermer les yeux sur certaines infractions, des juges qui perçoivent des prébendes pour arranger des cas au détriment d'honnêtes citoyens, des procureurs, des substituts, qui font disparaître des dossiers ou qui passent outre la loi parce qu'ils ont été soudoyés, etc... Tous ces cas existent, bien que difficiles à prouver, mais ils existent réellement.

Confidentiel

~~Confidentiel~~

- (2) Mais il y a aussi de ces fonctionnaires qui, profitant de leur situation et de leur fonction, font payer tous les services qu'ils rendent, ou rançonnent les commerçants, sous la menace ou sous la ruse, sous des promesses ou sous des intimidations. Je vous ai déjà parlé de certains cas de ceux qui sont passés maîtres dans l'art, et qui sont traités de corrompus et d'escrocs par les milieux qu'ils fréquentent. Quand ces personnes sont proches du pouvoir, ou font même partie des cadres dirigeants au plus haut niveau, elles NE font QUE desservir lamentablement celui qui leur a donné le poste qu'ils occupent. Et ils jettent l'opprobre sur les autres de même rang, mais pourtant honnêtes, et tout ceci se répercute sur tout le régime. Et de là à dire que le régime est corrompu, il N'y a QU'un tout petit pas.
- (3) NE sont-ce PAS de tels hautes personnalités, pourtant corrompues des pieds à la tête, qui couvrent certains commerçants véreux, dans leurs entreprises criminelles, dont possibles de peines en rapport avec leurs crimes, mais qui, de par le fait qu'ils se sont compromis avec ceux-là même qui devaient les dénoncer ou les punir, restent tout simplement impunis au grand étonnement d'honnêtes citoyens? Tout ceci est bien connu, et si changement il devait y avoir, ce point serait parmi les premiers à aborder.

h. Fonctionnement des institutions

Sur ce chapitre, je voudrais donner brièvement ce que je pense, personnellement, sur le fonctionnement et l'état de l'appareil de l'Etat et du M R N D. Je vous dirai peut-être ce que vous savez déjà, et peut-être, je pourrai bien me tromper, mais je suis sûr que vous comprendrez bien que mon intention est bonne, c'est à dire celle de contribuer à cerner certains problèmes du moment qu'il importe regarder en face pour que, si nécessaire, certains réajustements, ou carrément, certains changements, puissent être opérés avant que le "vent" qui souffle NE vienne de lui même s'occuper de ce travail. C'est d'ailleurs dans ce même cadre que j'ai tenu les propos repris dans la présente aligner les services et

(1) M R N D

- (a) Le MRND a servi à mobiliser la population. Les idéaux du MRND, les directives du Président-Fondateur, ont été bien assimilés par la population. Le Secrétaire Général du M R N D, Mr HABIMANA Bonaventura, a été un personnage vraiment exceptionnel, et c'est mon avis propre. Une personnalité aussi importante, la deuxième du pays, a su se fondre dans les masses. SANS complexe AUCUN, jusqu'à s'assimiler au M R N D. Son surnom N'est autre QUE "MUVOMA". C'eût été un autre, beaucoup de problèmes seraient nés pour question de préséance, d'importance et même d'influence dans ce pays.

~~Confidentiel~~

Confidentiel

Mr. HABIMANA est resté très calme, s'identifiant souvent avec la population.

- (b) Néanmoins, certaines critiques ont été formulées à son endroit.
Il y a eu d'abord sa prise de position manifeste en faveur de l'équipe de foot-ball KIYOVU qui a fait penser à certains que le budget du MRND sert notamment à faire marcher cette équipe. Il y eut ensuite la distribution des aides aux Communes ou aux autres organismes. Tout le monde sait que le Secrétaire Général du MRND a privilégié certains, quitte à ce que des promesses données NE soient PAS tenues.
- Le Secrétaire Général du M R N D, Mr HABIMANA Bonaventura, a été l'homme du peuple. Mais les gens N'ont PAS apprécié le fait qu'il fréquente les milieux de NYAMIRAMBO, alors que les autorités moins haut placées NE peuvent PAS se la permettre SANS commentaires.
- (c) Il y a eu d'autres abus à divers échelons du MRND. Certains Préfets ont institué des semaines TCD, où toute la population consacrait toute une semaine à faire les TCD. Des Préfets et des Bourgmestres, voire des Conseillers et des Responsables des comités de cellule ont institué des amendes NON prévues par les statuts du M R N D. Il y en a même qui sont allés jusqu'à confisquer des champs où la lutte contre l'érosion N'était PAS bien pratiquée. Du moins ils ont préconisé la mesure. Pourtant ceci N'était prévu NULLE part. Ces amendes, ces confiscations, etc... ont contribué à amener la population à se méfier des TCD et de certains autres directives du M R N D.
- (d) L'animation est une très bonne chose. Mais depuis ces derniers temps, les gens critiquent sérieusement l'animation, qu'ils qualifient de perte de temps et d'aliénation mentale. J'ai déjà traité de ce sujet plus haut et je N'insiste PAS.
Il faudrait en tout cas voir la façon d'améliorer la façon de faire l'animation pour NE PAS pénaliser les services et ainsi donner l'occasion aux détracteurs de critiquer.
Néanmoins, l'animation est une très bonne chose qu'il NE faudrait PAS abandonner comme ça, à moins que ce NE soit PAS une contrainte imposée par la vague de démocratisation ou si l'on veut, par le vent de l'EST.
- (e) Les Conseillers, les Responsables de Cellules, voire même les Bourgmestres et les Préfets devraient faire tout leur possible pour NE PAS continuer à pressurer une population déjà confrontée à des problèmes conjoncturelles difficiles. Les députés devraient pouvoir changer de mandat pour NE PAS continuer à donner une mauvaise image au peuple rwandais.
Les recommandations ont été suivies et les choses demeurent tel qu'elles étaient.

Confidentiel

10010340

Confidentiel

(2) Présidence de la République

- Le régime démocratique NE peut PAS se
- (a) Le Ministre à la Présidence, Mr NIZELIYAYO Siméon, est connu pour sa gestion rigoureuse de la chose publique et son amour du travail. Mais depuis ces derniers temps, ceux qui aiment trouver du mal partout affirment qu'il use de son influence pour favoriser ses amis et les gens de CYANGUGU, qu'il dicte au Chef de l'Etat ce qu'il doit faire, etc... Mais sa côte est globalement positive.
- (b) Le service central de renseignement a été la cible des critiques acerbes de la part d'une certaine presse à sensations. On l'a accusé de tous les maux. Même le Secrétaire Général du S C R a été personnellement visé. Je pense néanmoins qu'il s'agit, comme je l'ai souligné plus haut, d'une campagne de diffamation dans le seul but de décréditer ce service, afin de toucher indirectement le régime lui-même. C'est la stratégie la plus classique dans ce domaine.
- (c) Je NE m'attarderai PAS aux services de la Présidence de la République, qui par ailleurs NE font PAS objet de commentaires dans les milieux extérieurs, à part ce que je viens juste d'évoquer.

(3) C N D

- Le régime démocratique NE peut PAS se
- (a) Beaucoup de commentaires ont été enregistrés ces derniers temps au sujet des Députés, surtout lors de l'étude des mesures de redressement économique. La population en général a laissé entendre que les députés touchent trop d'argent pour un travail qui NE le justifie PAS, et réclamait qu'une certaine coupe soit effectuée dans leurs traitements.
- (b) Il y en a même qui disent que nos députés NE représentent QU'eux même et NON la population, puisque leur travail N'est PAS visible, leur rôle NE consistant QU'à approuver ce qu'a fait le gouvernement. On a même réclamé la suppression du C N D, ou du moins la diminution du nombre de Députés par préfecture.
- (c) J'ai eu d'autres occasions de m'étendre sur le sujet, et la presse et le gouvernement en ont également dit quelque chose. Ceci veut dire en fait qu'il doit y avoir un problème quelque part dans le fonctionnement du C N D, ou dans le travail des députés, ou alors dans le comportement de ces derniers vis-à-vis de leurs électeurs. Je sais que des directives, ou des recommandations, ont été édictées pour que les députés puissent changer de comportement pour NE PAS continuer à donner une mauvaise image du C N D et du député rwandais. Il importe de voir si ces recommandations ont été suivies d'effets, ou si les choses demeurent tel qu'elles étaient.

Confidentiel

L0010341

Confidentiel

Dans tous les cas, un pays démocratique NE peut PAS se passer des députés, il s'agit plutôt de corriger ce qui fait l'objet de critiques de la part de la population.

(4) MINADEP

- (a) L'Armée Rwandaise se porte bien. Mais beaucoup de problèmes y restent posés. Je vous en ai parlé plus amplement dans ML N° 020/G2.1.0 du 08 Jul 1989. Je souligne ici que la plupart de ces problèmes se posent toujours de la même manière. Il importe de les examiner un à un car même ceux qui ont été résolus NE l'ont été QUE partiellement.
- (b) Dans ML N° 073/G2.1.2.1 du 29 Dec 89, je vous ai donné la situation des Unités AR et des services. Cette situation reste la même pour l'essentiel, à part quelques changements mineurs qui ont intervenu entretemps, comme la situation à la Cie GITARAMA qui vient d'être débloquée. D'autres situations reprises dans la même lettre méritent un examen pour que des solutions soient trouvées au fur et à mesure que s'offrent des possibilités bien sûr.
- (c) La Gd N est toujours taxée de corruption et de collusion avec certains délinquants. Des théories morales à l'endroit des gendarmes, de même que des contrôles sporadiques, devraient être multipliés pour éradiquer le mal qui ronge ce corps. La corruption est par ailleurs favorisée par les contacts permanents, mais inévitables, avec la population de tout acabit. Je NE reviens PAS sur le cas scandaleux de ceux qui rançonnent les commerçants et qui sont traités d'escrocs malgré la position respectable qu'ils occupent.
- (d) Je reviens encore une fois sur le froid qui caractérise le MINADEP (en tant que échelon, c-à-d le Cabinet et le Secrétariat général) et l'EM AR. Puisqu'il faut vous parler avec toute la franchise, car autrement, à qui d'autre est ce que je dirais la vérité, pour parler franc donc, je dois vous dire que le sentiment ici à l'EM AR, est que le MINADEP veut tout faire tout seul, ignorant souvent les avis de l'EM AR, qui, pourtant, est l'organe plutôt technique, le MINADEP étant l'organe plutôt politique. L'EM AR est souvent frustré lorsque certaines décisions du MINADEP ignorent complètement ses avis (avis de l'EM AR). Beaucoup de cas se sont produits. La population afin de la révolter...

Confidentiel

Confidentiel

LO010342

- (e) Je dois souligner ici l'esprit de contestation qui a gagné certains Officiers et qu'il importe de suivre de près. Vous l'avez déjà fustigé, et je vous en fait des rapports régulièrement.
- (5) MINREI ...
Beaucoup de gens se demandent si ce Ministère est vraiment indispensable et pensent même qu'il faudrait la supprimer carrément.
- (6) MININTERDECO ...
(a) Le Ministre MUGEMANA est apprécié, pour sa droiture et sa sincérité. Mais d'aucuns pensent qu'il est trop direct de façon qu'il choque souvent certaines susceptibilités. Il a été beaucoup critiqué pour ses réponses lors des tournées d'explication des mesures de redressement économique.
(b) Certaines voix ont réclamé les élections des Bourgmestres. Il est des opinions qui tiennent toujours à cette alternative.
Certains Bourgmestres désignés se plaignent surtout lorsqu'ils sont retirés de certaines fonctions "plus intéressantes" ou plus rémunératrices. Il est vrai que la nomination des Bourgmestres a montré son efficacité. Mais puisque ce problème revient toujours, même dans certains tracts anonymes, NE faudrait-il PAS penser à recueillir les avis de la population, à l'occasion du prochain congrès du MRND par exemple, ou à une autre occasion jugée propice ?
(c) La population pense qu'on lui demande trop à la fois. Bientôt c'est l'agronome qui lève une réunion, le lendemain c'est l'agent sanitaire, le jour suivant c'est l'Umuganda, le jour d'après c'est l'ONARO, etc... Puis vient le temps des cotisations, tantôt pour le MRND, ensuite pour le centre de santé, puis pour l'IGA, le bureau de secteur, etc... Et tout cela se fait en même temps quelquefois.
L'on réclame une concertation à l'échelon supérieur pour qu'on laisse à la population le temps de s'occuper de ses propres affaires.
Aussi, la population réclame qu'une certaine somme d'argent NE puisse PAS être dépassée par ses cotisations à demander à quelqu'un, car les ressources sont maigres, alors qu'il y a les enfants dont il faut payer les écoles, les médicaments qu'il faut acheter, l'impôt qu'il faut payer, etc...
Des changements ou des réaménagements dans ce domaine sont à envisager, car c'est de ce côté là qu'on travaille pour mécontenter la population afin de la révolter contre l'autorité en place.

Confidentiel

Confidentiel

100 0343

(7) MINIJUST

- (a) La corruption est endémique dans le domaine de la justice. Ceci entraîne que les gens NE sont PAS traités de la même façon devant la loi. En effet, un petit voyou vole des bananes et passe cinq ans en prison, tandis que quelqu'un de bien connu vole des Millions et NE fait QUE quelques mois de prison, voire même échappe à des poursuites judiciaires. Il est des cas où des procureurs ou des substituts minimisent des affaires pour arranger des gens, alors qu'ils en gonflent d'autres pour ennuyer (kumvisha) quelqu'un. Tout cela est connu, mais ces gens là font la loi, et la situation persiste.
- (b) La population N'a cessé de se plaindre du fait que certains criminels sont vite relâchés sous divers prétextes, lorsque les autorités NE cessent de demander à la même population de dénoncer les mêmes criminels. La réaction de la population devient finalement celle de se taire pour NE PAS se compromettre avec ces criminels, qui, une fois dénoncés, NE sont PAS du tout inquiétés, mais se pressent de venir se venger contre leurs dénonciateurs.
- (c) Les gens se sont créés une opinion selon laquelle les prisonniers sont mieux traités que les honnêtes citoyens et l'on se demande si dans ce pays, il s'agit de défendre les droits de criminels, ou ceux de leurs victimes. Bien sûr qu'en raisonnant ainsi, les gens NE pensent JAMAIS au cachet que ça donne à l'extérieur avec les droits de l'homme à la mode. Mais il importe que tous soient traités selon la loi, et que les criminels soient punis SANS distinction, car certains cas sont si flagrants qu'ils révoltent les observateurs. Si quelque chose devait donc être fait, le domaine de la justice NE devrait PAS être oublié.

(8) MINIHOPE

- (a) Les agents de l'Etat N'ont JAMAIS cessé de réclamer l'augmentation des salaires, ceux actuellement en cours étant communément appelés "SERUM". Ces revendications ont diminué avec la conjoncture difficile que nous vivons, mais ça NE veut PAS dire qu'elles ont complètement cessé. C'est comme du feu qui couve sous la cendre. Je sais qu'il NE serait PAS du tout possible d'opérer de telles augmentations, mais ceci NE peut PAS empêcher d'attirer une certaine attention sur ce facteur potentiel de mécontentement.

Confidentiel

... / ...

10010344

- 39 -

- (b) Les agents de l'Etat ^{attendent} toujours pour quoi leurs côtes NE sortent PAS régulièrement alors qu'il y a des fonctionnaires qui sont régulièrement payés pour ça. L'on se demande ce que font ces fonctionnaires à longueur de journées, puisque les arriérés peuvent s'étendre sur des années. Ceci vaut également pour les enseignants du MINEPRISEC.
- (9) MINIFIN
- (a) Les agents du Minifin sont les ^{plus} corrompus (PAS tous bien entendu). Ils s'enrichissent à vue d'œil de façon que beaucoup sont les gens qui souhaiteraient être affectés dans ce Ministère surtout aux Douanes et aux Dapôts. Pourtant ces agents font ce qu'ils veulent et négligent voire terrorisent les clients.
- (b) Vous avez un jour fustigé certains de ces agents qui chassent des clients voulant verser de l'argent. Et bien cela N'a JAMAIS, ça se fait jusqu'à présent.
- (c) Les vérificateurs font la pluie et le beau temps. Ils s'acharnent souvent contre les contribuables qui souvent sont traumatisés jusqu'à se racheter par des prébendes. Les cadeaux régulièrement donnés par des commerçants NE sont RIEN d'autre QUE de la corruption (des frigos, des cuisinières, etc...) Les vérifications qui NE se font PAS à temps, les taxes arbitraires, tout cela concourt à mécontenter le contribuable. Beaucoup de questions ont été posés sur ce chapitre ces derniers jours. Les questions posés par les commerçants et autres contribuables lors de la tournée du Ministre du Plan, ou lors de celle du Ministre du Commerce et de la Consommation qui vient de s'achever, devraient être examinées en profondeur et connaître une suite là où elle s'impose. Il NE servirait à RIEN d'entendre les doléances des gens, si RIEN NE doit être entrepris NE fût ce que pour résoudre une partie des problèmes posés et qui sont jugés pertinants.
- (10) INDUSTRIE ET ARTISANAT
- (a) Vous avez déjà relevé le problème de certaines usines et industries qui, au lieu de soulager notre économie, NE sont QU'un gouffre pour nos devises. Je pense que quelque chose de concret devrait être fait pour sauver cette situation.
- (b) L'on a longtemps fustigé les manoeuvres de certaines personnes qui sont passées maîtres dans l'art d'escroquer l'Etat. Ils construisent des industries et bénéficient des facilités accordées par la loi pendant la période nécessaire, et avant l'expiration des délais, pour NE PAS payer à l'Etat son dû, elles déclarent faillite, pour fonder une autre industrie après, et recommencer les mêmes manoeuvres.

... / ...

Confidentiel

10010345

Ce point devrait attirer également l'attention, et si des cas persistent, des mesures ad hoc devraient être prises pour y mettre fin, car la situation

- (11) MINAGREFO ... les Saïrois commentent à ... la présence des Rwandais
- (a) Voilà où se trouve le noeud des problèmes. La population a faim. La quasi-totalité du pays est touché. Le Gouvernement fait tout son possible pour faire face à la crise. Mais pendant combien de temps va-t-il encore tenir? Est-ce que les secours venus de l'extérieur vont durer le temps que durera la disette? Nous pouvons bien sûr espérer que la disette va bientôt prendre fin. Mais elle risque de se répéter l'année prochaine ou l'année d'après, ainsi de suite. Quel peut être le remède durable? C'est là la question
- (b) Je pense personnellement, ou plutôt tout le monde le sait, le problème réside dans la surexploitation des sols, en la peketesse*lopins de terre exploités par les paysans. Que peut-on faire pour produire plus sur ces petits lopins. Mettre de la fumure, de la chaux et autres engrais chimiques. De la fumure ordinaire d'accord, mais en quelle quantité pour fumer un champ d'une façon rentable? Je dis ceci parce que les paysans NE sont PLUS en mesure d'entretenir assez d'animaux domestiques pour avoir assez de fumure. Pour ce qui est de la chaux et autres engrais chimiques, tout le monde sait que les paysans, surtout les plus démunis, NE sont PAS en mesure de se les payer.
- (c) Il y en a qui préconisent que la terre devrait être cédée à ceux qui sont capables de l'exploiter, tandis que les autres NE seraient QUE des travailleurs rémunérés, travaillant pour ces propriétaires terriens. Personnellement, je N'ai JAMAIS adhéré à ce raisonnement. En effet, il y a même maintenant qui réclament que les gens qui ont de grandes propriétés devraient les partager avec ceux qui en sont dépourvus, et l'ont préconisé encore qu'il faut dépouiller ceux qui ont peu pour donner à ceux qui ont! Je NE vois PAS cette solution se réaliser pour demain. Le partage équitable N'arrangerait RIEN NON PLUS. Même si on donnait le parc national où la forêt de NYUNGWE, se serait une solution transitoire et lourde de conséquences fâcheuses. ... a fait graduer. Il y a ... dans l'attribution des parcelles. ... la situation s'est améliorée. ... / ...

Confidentiel

Confidentiel

- (d) J'avais toujours pensé que la solution à notre problème réside en l'émigration vers d'autres pays. Je risquais de déchanter, car la Tanzanie commence à expulser, les Zaïrois commencent à regarder d'un mauvais oeil la présence des Rwandais envahissants. Néanmoins, je NE prêche PAS la capitulation. Il faut continuer à éduquer les gens à gérer le peu de terre qui reste, tout en comptant sur la clémence du ciel. Il NE faut PAS désespérer NON PLUS, peut-être que les pays voisins, ou d'autres pays, dans le cadre des ensembles régionaux pourront comprendre notre problème et accepter le principe du libre établissement. En attendant, ce problème reste parmi les plus cruciaux pour notre pays, SINON le plus crucial.
- (e) Déjà les paysans, sensibilisés par une certaine presse et même par l'émission "EJO NZAMERA NTE ?" commencent à faire des tentatives de récupérer les champs de ceux qui en ont plus (voir le cas du marais de KAJEVUBA appartenant au Ministre NYANDWI). Pourquoi NE PAS penser que de tels exemples risquent de se répéter, débouchant même à des émeutes déclarées, ~~parfois~~ contre ~~parfois~~ ? Il suffit d'une étincelle, et tout peut s'embraser. Voilà donc un autre point de destabilisation, très sensible celui-là, puisqu'il touche le "ventre".

(12) MINIPLAN ... il est la chasse
Des rapports ont été faits relatifs à la mauvaise utilisation des fonds destinés aux projets. Beaucoup de gens en ont profité comme frais de mission gonflés, comme bourses d'études indues, etc... J'espère qu'entretemps les choses ont changé. Il faudrait tout faire pour que ça NE se reproduise PLUS.

(13) MINITRAPE ... de la réforme scolaire.
(a) Beaucoup de problèmes ont été à maintes reprises signalés dans ce Ministère. Il y a d'abord les indemnisations des paysans qui devraient quitter leurs champs pour l'extension de la ville. Ça NE suivait PAS et les gens N'avaient PAS où aller. Il y a ensuite le problème de destructions des maisons construites SANS autorisation de bâtir. Ça s'est fait longtemps dans le désordre, souvent avec des réglemens de compte, ou avec des prébendes pour échapper à la mesure. Tout cela N'est PAS tout à fait éradiqué. Il y a eu des magouilles dans l'attribution des parcelles. Mais je pense que là, la situation s'est améliorée. Il faut s'en assurer. Les humanités se lamentent de ne pas pouvoir bénéficier de bourses d'études.

... / ...
Confidentiel

Confidentiel

Mais il y a aussi des agents du Ministère qui ont, semble-t-il, longtemps détourné les biens de l'Etat (matériaux, utilisation des bornes etc...). Tout cela s'est remarqué par le train de vie affiché par certains d'entre eux. Il faudrait tout faire pour éviter la récidive. J'ai évité sciemment d'évoquer le cas du Ministre NZIRORERA dont de méchantes langues accusent de détournements, car je N'y ai JAMAIS cru. Du reste l'on NE donne PAS de preuves de culpabilité.

- (b) Les problèmes que l'on pose concernant ce Ministère peuvent aussi concourir à créer un climat malsain parmi la population la moins aisée des centres urbains, car c'est elle qui est la plus concernée.
- (c) Lors du dernier congrès ordinaire du MRND, une recommandation demandait que lors des expropriations, l'on puisse évaluer aussi la terre (les champs) et NON seulement ce qui s'y trouve. Cette recommandation N'a JAMAIS été suivie d'effet, (à moins que je N'aie PAS bien suivi) et voilà que le congrès suivant va se tenir. Ce sujet NE manquera PAS d'être soulevé.

(14) MINITRANSCO

Je N'ai PAS de remarque spéciale à formuler pour ce Ministère, à part que l'on dit qu'il est la chasse gardée des gens de CYANGUGU, et que ces derniers ont toutes les faveurs du Ministre. Les plus riches ont de

(15) MINEPRISEC ET MINESUPRES

- (a) Encore un point très sensible : l'éducation. Un sondage (je l'appelle comme ça) vient d'être fait dans toutes les Préfectures pour une réorientation ou un réaménagement de la réforme scolaire. Les observations relevées sont presque les mêmes partout. Maintenant la population attend comment et quand ces recommandations vont être mises en application. Il faudrait tout faire pour que les consultations ainsi faites puissent être suivies d'effets, dans des délais raisonnables, et il faudrait, au moins à l'occasion du congrès (car le congrès doit se prononcer aussi), prendre une position quant aux délais d'application. Le Congrès quant à lui se prononcera pour les recommandations émises par les Congrès Préfectoraux, les membres étant presque les mêmes aux deux instances.

- (b) Les élèves qui terminent les humanités se lamentent de NE PAS pouvoir bénéficier de bourses d'études.

... des problèmes inextricables
... lui dire, ou lui proposer
... c'est plutôt le pousser au
... et à l'incertitude.

Confidentiel

Confidentiel

10010348

(c) Il faudrait tout faire pour éviter les habituelles manifestations des étudiants de l'U.N.E., car dans le climat actuel, et forts du courant qui parcourt l'Afrique, on NE sait PAS où ils s'arrêteraient. Mais il semble que nos étudiants restent sages malgré les temps difficiles que nous vivons. Pourvu que cette sagesse dure.

(16) MIJEUMA

(a) La jeunesse Rwandaise est de plus en plus désœuvrée. Ainsi on la voit à longueur de journées errant en ville, ou assise au bord de la route à NE RIEN faire à la campagne, ou alors devant les cabarets à attendre celui qui pourrait acheter à boire. Les jeunes N'ont RIEN à faire. Il N'y a PLUS de champs. Les associations de jeunesse N'occupent PAS tout le monde, et quand elles sont viables, c'est souvent au détriment des parents (les cas des marais où les parents cultivaient des patates douces, du sorgho, du maïs, du haricot, etc..., et où les jeunes NE cultivent QUE les choux et les aubergines).

(b) En ville, les jeunes qui viennent des campagnes dans l'espoir de trouver du travail sont déçus et se souviennent au banditisme, tandis que les jeunes filles se prostituent.

(c) Pendant ce temps, certains enfants des riches affichent des attitudes révoltantes, dans l'accoutrement, dans la coiffure, dans les loisirs (des booms chaque soir pendant les vacances, etc...). Les plus riches ont des voitures qu'ils conduisent où ils veulent. Ceci crée des frustrations parmi les plus démunis. Si je reviens à l'accoutrement des enfants aisés, il y a lieu de remarquer qu'il s'agit plutôt d'excentricités intolérables. Ailleurs, les enfants qui se respectent portent des habits décentes et se coiffent normalement. Le comportement des enfants d'ici N'est autre QUE copie conforme de celui des loubarbs que l'on rencontre dans le métro parisien ou ailleurs. Ces différences criantes chez nos jeunes, ces cas malheureux de sans emplois et sans logis, devant ces excentricités SANS mesures, risquent de créer des chocs imprévisibles.

Centres de santé ont été créés aussi. Si je reviens souvent à l'émission "KANGUKA" "EJO NZAMERA NTE ?" ce N'est PAS que je voudrais la voir disparaître. C'est seulement comme je l'ai déjà dit, il NE faudrait PAS qu'elle sensibilise les jeunes aux problèmes SANS issue qu'elle rencontre, il faudrait plus sensibiliser ces jeunes sur des solutions pratiques qui pourraient leur venir en aide. Tandis que l'attendent, SANS pourtant lui dire, ou lui proposer comment s'en sortir, c'est plutôt le pousser au désespoir et à l'incertitude.

Confidentiel

Confidentiel

Néanmoins, il faut continuer à aider les jeunes à se trouver des emplois, à part que je NE vois PAS de solution définitive dans l'immédiat, surtout lorsqu'il N'y a PAS assez d'emplois qui sont générés soit par la création d'usines ou d'autres entreprises qui pourraient embaucher beaucoup plus de monde. Autrefois, les gens allaient travailler au KATANGA ou en UGANDA, mais maintenant, la conjoncture endémique a touché un peu partout. Voilà donc un autre problème qui NE peut manquer d'inquiéter.

(17) MINAFFET ... dans tous les services.

Je N'ai PAS beaucoup de commentaires à faire pour ce Ministère dont le titulaire est jugé par tous de dynamique et de très cool. Que notre diplomatie puisse continuer à améliorer l'image de notre pays à l'extérieur et à cultiver des amitiés, car nos amis ont encore de longs jours à nous venir en aide. Mais surtout que notre diplomatie cherche à nous trouver des possibilités de sortie, car le seul RWANDA NE sera vraiment PAS capable, pendant longtemps encore, de nourrir tout le monde. A moins qu'un heureux hasard NE nous amène une certaine manne, comme la découverte du pétrole par exemple, ou alors si notre gaz du Lac KIVU venait à être exploité de façon industrielle. Il est toujours permis d'espérer.

(18) MINISANTE

- (a) Beaucoup de maladies minent la santé de la population. Surtout la malaria, mais aussi beaucoup d'autres maladies. Les ressources de la population NE permettent PAS d'aborder les prix pratiqués dans les pharmacies privées. Il y'en a qui préfèrent rester à la maison, guérir par hasard, ou alors mourir. De tels cas sont nombreux.
- (b) Je NE pourrais PAS préconiser que l'Etat puisse faciliter à la population d'avoir des médicaments à bon marché, car je sais très bien que les moyens NE le permettent PAS. Nous devons alors savoir (mais pour en arriver où) que la population souffre beaucoup sur ce point de vue. Il est vrai que les centres de santé ont été construits dans plusieurs coins du pays, bien que tous les coins NE soient PAS encore servis, mais les médicaments manquent cruellement, la population N'ayant PAS les moyens de s'en procurer dans les pharmacies.
- (c) Pour ce qui est du fonctionnement des services sanitaires, beaucoup de voix se sont toujours élevées pour qu'il y ait amélioration. Cette amélioration est loin de venir. Il N'y a QUE des tentatives d'amélioration, mais la population N'est PAS encore satisfaite du fonctionnement des services sanitaires, surtout à KIGALI.

Confidentiel

(19) SOCIETES D'ETAT

Beaucoup de Sociétés d'Etat connaissent des problèmes inextricables, mais il y en a qui se reprennent. Il y a quelque temps le Chef de l'Etat (ou le Conseil du Gouvernement) a traité de ce problème, c'est pourquoi je N'insiste PAS, surtout que je N'ai d'ailleurs PAS assez d'éléments là-dessus.

1^{er} DIVERS

- (1) Je NE pourrais PAS terminer SANS souligner le clientélisme qui est décrit dans tous les services. Ce clientélisme serait d'ailleurs l'une des causes de corruption. Car si on N'est PAS connu, on doit recourir à des prébendes pour se faire servir, pour se faire embaucher, malgré que l'on remplit les conditions.
- (2) Je NE tairais PAS NON PLUS l'ingérence de certaines personnalités dans certains services, pour faire changer le cours des dossiers, de quelque genre que ce soit, afin d'arranger soit un ami, soit une connaissance, au détriment de celui qui devrait bénéficier de l'aboutissement normal dudit dossier. Ceci est monnaie courante et certains s'en plaignent ouvertement.

5. Voilà tout ce que j'ai pu rassembler pour contribuer à la réflexion qui prévaut actuellement, dans notre pays, chez nos voisins, en Afrique et dans le monde.

VII. CONCLUSION

1. Le courant dit "du vent de l'EST" ou de "Démocratisation" est un courant irréversible qui va changer beaucoup de choses. Pour moi, ce "vent de l'EST" nous vient plutôt de l'OUEST, et ses conséquences seront grandes et nombreuses. J'en ai touché un mot dans le développement de mon analyse.
2. Notre pays sera sûrement touché par les bouleversements en cours. Je NE sais PAS de quelle manière, mais il est perceptible que de timides balbutiements réclament ces changements, qui NE sont PAS encore définis.
3. J'ai montré que les facteurs qui appellent les changements existent. Il s'agit surtout des facteurs qui pourraient servir d'alibis pour semer des désordres qui aboutiraient à des changements quelconques. C'est pourquoi une réflexion approfondie devrait être menée à temps, pour que si changements il devrait y avoir, l'on y procède à temps SANS devoir attendre le courant dont on NE saurait PAS très bien contrôler les débordements. Les expériences des pays déjà touchés devraient servir de référence.

... / ...

Confidential

Confidentiel

0010351

~~Confidentiel~~

4. Pour NE PAS aller à contre-courant des événements, il faudrait que, dans la mesure du possible et si ça NE présente AUCUN inconvénient, les mesures envisageables soient entérinées par des consultations populaires.
5. Je voudrais toutefois qu'en l'état actuel des choses, le MRND N'est PAS mis en cause par beaucoup de gens. Ce qui veut dire que certains aménagements pourraient peut-être arranger les choses.
En effet, le multipartisme signifierait pour nous, un Parti pour les Hutu, un parti pour les Tutsi, un parti pour les Bakiga, un parti pour les Banyanduga, un parti pour les Bagoyi, un parti pour.....
L'on voit le désordre que tout cela pourrait amener. D'ailleurs nous avons de l'expérience qui N'est PAS lointaine.
Je me trompe peut-être, c'est pourquoi il faut une plus profonde réflexion à différents échelons, et une réflexion mûrie, qui prend en compte beaucoup d'autres facteurs qui m'échappent sûrement. Il y a par exemple les pressions extérieures qui réclament le multipartisme comme signe et garantie de démocratisation, mais il y a aussi d'autres éléments que je NE peux PAS appréhender. Puissent tous les responsables aider à les saisir, et aider à marcher avec le temps, au lieu d'être dépassé par les événements, d'être emporté par eux, ou de mener un combat d'arrière-garde dont on N'est PAS sûr de gagner. Car le courant qui déferle est assez fort pour qu'on puisse prétendre d'y résister, alors que même les héros arrivent à céder devant la tempête de l'histoire.

les systèmes de gouverne-
ment, les bourgeois un peu partout.

un certain multipartisme,

des fonctionnaires, des syndicalistes,
ont remis en cause les pouvoirs

NSENGIUMYA Anatole au Gabon, en
Le Col. BEMBE au Tchad,
G2 EN AF la Côte
sus de changement

envisageant des changements en
de leurs populations. C'est le cas
sur le système à parti unique.
par exemple.

chez nos voisins ?
profonds sont entrain d'être opérés.
consultations populaires, a opté
Commissaire d'Etat a été nommé
pendant les 25 ans de son régime,
du désert.
Président MORUTU a
du N P R. D'autres mesures très
dans le cadre des changements.

Confidentiel